



2013

Rapport annuel



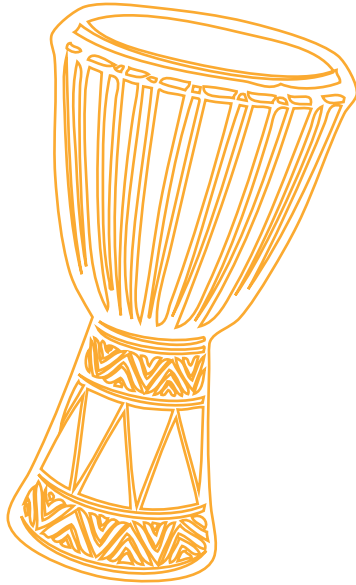
Société Ivoirienne
de Banque





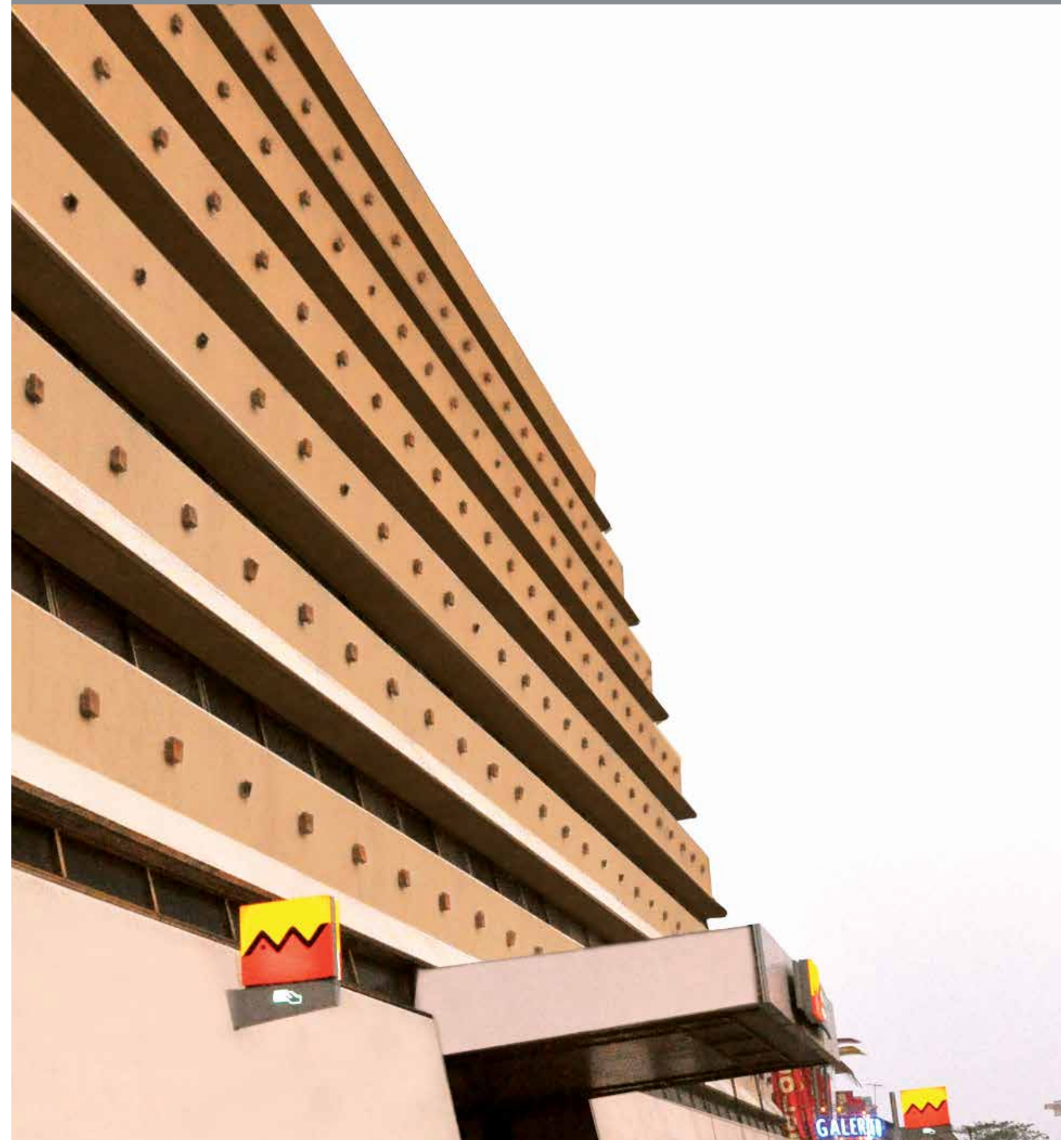
2013

Rapport annuel



La Société Ivoirienne de Banque est l'un des tous premiers acteurs bancaires en Côte d'Ivoire. Grâce à son modèle de banque universelle de proximité, la SIB accompagne ses clients dans leurs projets en Côte d'Ivoire et également dans le monde, en s'appuyant sur l'expertise d'Attijariwafa bank, partenaire de premier rang des économies où le groupe est implanté.





SOMMAIRE

p.8

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



CHAPITRE 1

p.10

**UNE CROISSANCE CONSOLIDÉE AUTOUR
DE PROJETS STRUCTURANTS**

PROFIL DE LA SIB P.12

CHIFFRES CLÉS 2013 P.14

FAITS MARQUANTS 2013 P.15

CHAPITRE 2

p.18

**BONNE GOUVERNANCE
AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT**

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE P.20

COMITÉ DE DIRECTIONP.22



CHAPITRE 3

p.24

**UN ENGAGEMENT DE PROXIMITÉ
À L'ÉGARD DE L'ENSEMBLE DES SEGMENTS
DE CLIENTÈLE**

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT P.26

BANQUE DE DÉTAIL P.28

BANQUE DE MARCHÉ DES CAPITAUX P.30

CHAPITRE 4

p.32

**UN ENGAGEMENT SOCIAL FONDÉ
SUR DES VALEURS ET DES PRINCIPES
D'ACTION**

DÉONTOLOGIE ET CONFORMITÉ P.34

CONTRÔLE PERMANENT P.34

CAPITAL HUMAIN P.35

CHAPITRE 5

p.38

RAPPORT DE GESTION

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Daouda COULIBALY
Directeur Général

Bascule dans le bon sens !

Le Projet de transformation entrepris par le Groupe Attijariwafa bank depuis son arrivée comme actionnaire de référence de la SIB, s'est poursuivi en 2013 !

En effet, l'un des projets structurants si ce n'est le plus important qui consistait à changer le système d'information de la banque et qui avait été baptisé « MEHARI » du nom de ce sycomore ou encore de ce chameau du désert robuste et résistant, a connu son aboutissement en 2013 !

Ce projet piloté par les équipes de la SIB, assisté par le Groupe a été un travail d'équipe, d'enrichissement mutuel et une véritable réussite.

Cette bascule informatique dans le bon sens du terme marquera à coup sûr, la vie de la Banque dans les années à venir ! Le nouveau système « Amplitude » donne aujourd'hui les moyens à la SIB de développer des produits et services innovants aux bénéfices de ses clients.

Au niveau de l'activité, la Société Ivoirienne de Banque a maintenu le cap entamé depuis 2010 en mettant la priorité sur :

- L'extension du réseau ;
- L'enrichissement et l'approfondissement des fonds de commerces, tous secteurs confondus ;
- Le développement du réseau. En raison du projet « MEHARI », ce projet a été ralenti en 2013 avec l'ouverture de 2 agences ;
- La formation du personnel.

La SIB a élargi son offre clientèle avec la mise en service de l'activité leasing qui offre un moyen de financement adapté aux besoins de certaines entreprises notamment les PME.

Toutes ces actions ont permis à la SIB de conforter son image de Banque de référence en Côte d'Ivoire ainsi que ses positions en distribution de crédits et de gagner une place en termes de dépôts.

Les indicateurs de gestion ont continué dans la tendance des années précédentes avec des progressions à 2 chiffres et une nette amélioration de la rentabilité de la Banque.

Au niveau citoyen, la Banque a élargi son champ d'action. En effet, en plus des partenariats noués dans le domaine de la culture avec le FEMUA (Festival des Musiques Urbaines d'Anoumanbo) et de la santé avec la Fondation de l'Institution de Cardiologie d'Abidjan, la Banque a signé une convention avec le Programme Excellence Jeunes. Elle a ainsi pris en charge la scolarité de plusieurs étudiants ivoiriens qui ont pu intégrer la prestigieuse faculté de médecine de Dakar.

Au titre de 2014, la Côte d'Ivoire devrait poursuivre sur sa lancée avec des taux de croissance au-delà de 8%. La SIB continuera de jouer son rôle de Banque leader en accompagnant aussi bien l'Etat que le privé dans leurs investissements. Par ailleurs, forte de son nouveau système d'information, la Banque proposera très rapidement de nouveaux services et produits à l'ensemble de sa clientèle.

Les équipes restent fortement mobilisées pour hisser encore plus haut le drapeau de la SIB ainsi que celui de son actionnaire de référence, le Groupe Attijariwafa bank.

« La SIB continuera de jouer son rôle de Banque leader en accompagnant aussi bien l'Etat que le privé dans leurs investissements. »

1. UNE CROISSANCE CONSOLIDÉE AUTOUR DE PROJETS STRUCTURANTS

La Société Ivoirienne de Banque a terminé le premier quadrimestre 2013 par le succès du dénouement du projet de changement de système d'information au mois d'Avril. Avec l'avènement du nouveau système, la SIB a poursuivi l'enrichissement et la spécialisation des fonds de commerce. Pour autant, le projet d'extension du réseau, un des leviers importants de sa stratégie a connu un ralentissement avec toutefois l'ouverture de 2 agences. En 2013, plusieurs actions de communication interne d'envergure, favorables à l'adhésion à la vision managériale de la Direction Générale ont été initiées, notamment un séminaire du Comité de Direction autour du thème « Notre leadership, un levier pour une SIB plus forte » visant à renforcer le leadership de la SIB au sein du système bancaire ivoirien.

Les bons résultats de la SIB, confirmés par une progression à 2 chiffres des principaux indicateurs et une nette amélioration de son rendement, la positionnent en 2013 au rang de l'institution financière la plus rentable de la place.

 **34.6**
PNB
en milliards de XOF

 **15.8**
RBE
en milliards de XOF

 **10.5**
RN
en milliards de XOF

Chiffres au 31 décembre 2013



PROFIL DE LA SIB

12

CHIFFRES CLÉS 2013

14

FAITS MARQUANTS 2013

15

PROFIL DE LA SIB

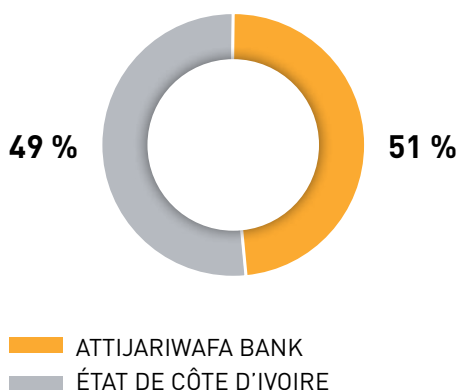
Acteur majeur incontournable du marché bancaire et financier en Côte d'Ivoire, la Société Ivoirienne de Banque est une banque universelle de premier plan totalisant plus de 50 ans de présence dans le pays. Avec 570 collaborateurs et 43 agences réparties sur l'ensemble du territoire national, la SIB compte plus de 200 000 clients au 31 décembre 2013. La Société Ivoirienne de Banque fonde son efficacité sur l'implication et la mobilisation de ses collaborateurs, sur leur sentiment d'appartenance à une organisation et sur le partage des valeurs et des règles de conduite structurées autour de 5 piliers fondamentaux, qui guident sa démarche stratégique :

- Ethique
- Professionnalisme
- Responsabilité
- Esprit d'équipe
- Orientation client

En 2013, la SIB a poursuivi son développement et renouvelé d'excellentes performances commerciales et financières, lui conférant ainsi la 4^{ème} place des banques par les Emplois et la 6^{ème} par les Ressources.

ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2013



RÉSEAU, CLIENTS ET EFFECTIFS

Au 31 décembre 2013

- ▶ **13**
VILLES
- ▶ **43**
AGENCES
30 AGENCES À ABIDJAN
13 AGENCES EN PROVINCE
- ▶ **570**
COLLABORATEURS
- ▶ **200 000**
CLIENTS



CHIFFRES CLÉS 2013

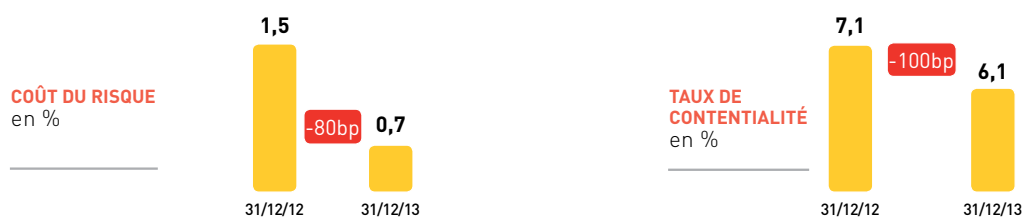
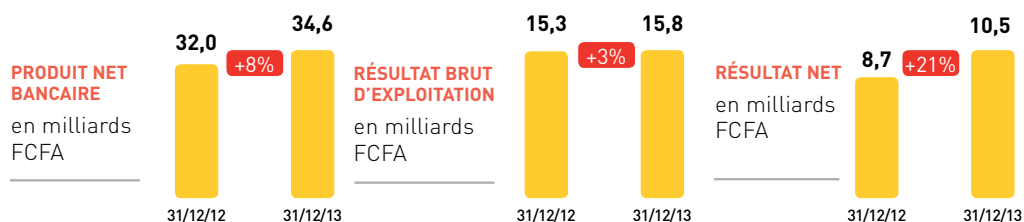
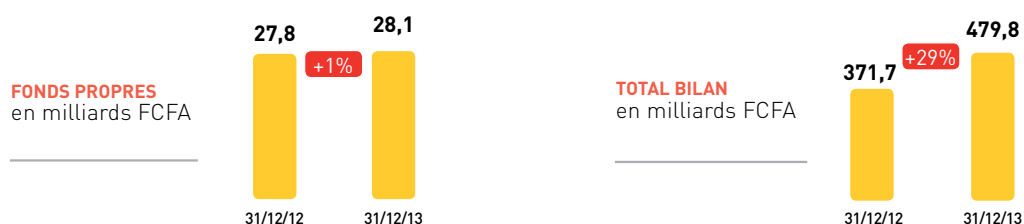
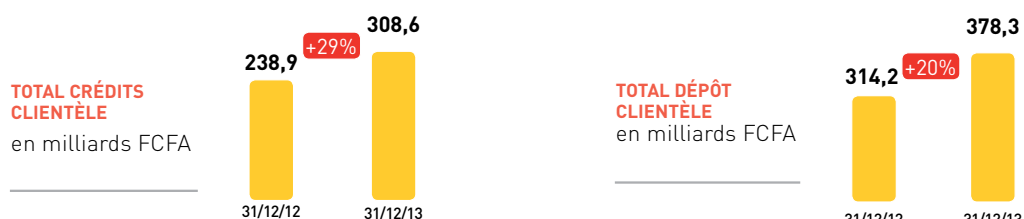
L'année 2013 a été marquée par la poursuite de l'apaisement progressif du climat socio-politique, avec une implication forte de l'Etat dans le tissu économique et ses investissements en infrastructures.

Le nombre de banques est resté inchangé avec une concurrence plus active entraînant un recul des taux des réemplois. Les concours octroyés par le secteur bancaire ont progressé de 25% à 2 904 Gxof tandis que l'accumulation de Ressources a augmenté de 13% pour atteindre 4 014 Gxof.

Dans ce contexte, la SIB a continué de progresser, tant en Emplois (+29%) qu'en Ressources (+20%), captant ainsi de nouvelles parts de marché qui lui ont permis de consolider sa position d'acteur de référence sur le marché bancaire ivoirien. Cette belle performance s'est fait ressentir dans tous les indicateurs avec une très forte amélioration du risque de crédits, qui a contribué à relever le résultat net et partant la rentabilité de la Banque. En effet, l'assainissement progressif du portefeuille ainsi que la nouvelle politique des risques sont des facteurs de cette performance, malgré un exercice caractérisé par le changement de système d'Information avec les coûts que cela a pu générer.

Au demeurant, forte de la vision du Groupe, la SIB devrait poursuivre sa croissance en 2014, bien que nous anticipions une continuation de la baisse des tarifs des réemplois marquée par une volonté des acteurs de gagner des parts de marché.

CROISSANCE MAINTENUE ET RENTABILITÉ AUX MEILLEURS STANDARDS



FAITS MARQUANTS 2013



Janvier 2013 - Rencontres corporate



Reconnue historiquement pour la qualité de son accompagnement sur le segment de marché Corporate, la SIB a mis en place en 2013, une série d'événements à l'endroit de sa clientèle Entreprises, renforçant ainsi son positionnement sur ce marché.

Aussi, la Direction des Grandes Entreprises a-t-elle initiée le 22 janvier 2013, une rencontre avec le groupe EUROFIND visant à insuffler une nouvelle dynamique aux relations entre les 2 entreprises et asseoir un cadre plus incitatif au développement des affaires.

Cet événement sera le premier d'une longue série de rencontres sur des sujets d'intérêt commun, que la banque initiera à l'endroit de la clientèle des entreprises.

Février 2013 - Participation inédite de la SIB au cycle SINDBAD

Participation inédite de collaborateurs de la SIB le 12 février 2013, à la 14^{ème} édition du cycle SINDBAD à Casablanca. Lancé par le Président M. Mohamed El KETTANI, et avec la présence de plusieurs Responsables, le Cycle SINDBAD est un moment de découverte de la stratégie du Groupe AWB et de l'organisation adoptée. Il représente le couronnement de la période d'intégration du Cadre au sein du Groupe. La cérémonie était à sa 14^{ème} édition et a permis aux participants d'échanger avec des cadres de haut niveau afin de mieux appréhender les perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Un autre objectif non moins important, est le renforcement du sentiment d'appartenance à un groupe et le développement de synergie entre les filiales.



Avril 2013 - Bascule réussie du système d'information !



La SIB a effectué le 08 avril 2013, la bascule de son système d'information vers une nouvelle solution. Cette étape importante s'inscrivait dans le cadre du vaste projet de transformation de la banque entamé en 2010 dès son intégration au groupe Attijariwafa bank.

La réussite de la bascule a été favorisée par l'implication forte et coordonnée de toutes les compétences techniques et métiers au projet, qui ont bénéficié de l'expertise, de l'assistance technique et de management de projet du Groupe AWB.

Cette solution moderne et performante, soutiendra la SIB dans son ambitieux programme de développement ainsi que dans l'amélioration de la qualité de service offert aux clients et aux partenaires de la Banque.

FAITS MARQUANTS 2013

Juillet 2013 - Poursuite du projet d'extension du réseau d'agences

La gestion de l'important projet de transformation du système d'information a fortement ralenti en 2013 le projet de développement du réseau d'agences. Pour autant, la SIB a ouvert deux nouvelles agences en province, en plein centre des villes de FERKESSEDOUGOU et AGNBILEKRO. Les nouvelles agences sont à l'image de la stratégie impulsée dans le réseau de distribution de la SIB : reconquérir les pôles économiques pour séduire une clientèle jeune, active et mobile et être à la pointe de la technologie en proposant des services innovants qui facilitent la Relation Client-Banque au quotidien.



Septembre 2013 - La Société Ivoirienne de Banque poursuit son engagement dans la santé, aux côtés de la Fondation de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan (FICA)



Le Directeur Général de la SIB, M. Daouda COULIBALY affirmait le 17 septembre 2013, à l'occasion de la remise de matériel à l'Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA), la satisfaction de la Société Ivoirienne de Banque de participer activement à la mise en oeuvre des objectifs de la Fondation ICA dans la promotion de la prévention et le traitement des maladies du coeur.

Engagée pour la santé aux côtés de la FICA, la contribution de la SIB en 2013 couvrira également :

- l'accompagnement de la Fondation dans l'organisation des journées de sensibilisation et de dépistage de l'hypertension artérielle dans le district d'Abidjan et certaines villes de province ;
- la prise en charge médicale d'enfants malades du coeur.



Aussi, afin de s'impliquer davantage dans la campagne nationale d'information sur les maladies du coeur, la SIB a mobilisé ses équipes autour de la célébration de la journée mondiale du coeur. Cet autre engagement social s'est traduit le 18 septembre 2013, par une journée de sensibilisation et de dépistage au sein de la banque, initiée en partenariat avec l'Institut de Cardiologie, sur la population cible de collaborateurs.

FAITS MARQUANTS 2013



Octobre 2013 - **Construisons ensemble la « SIB Building »**



Le Comité de Direction a participé à un team building sous le thème « Notre Leadership : un levier pour une SIB plus forte » du 18 et 19 octobre 2013 visant à repositionner la SIB et son leadership, dans un environnement en perpétuelle évolution et en proie à une forte concurrence.

Au-delà de l'enrichissement des connaissances par des échanges, le séminaire avait également pour objectif, le partage de la vision managériale de la Banque autour des valeurs de Leadership, d'Exemplarité et d'Esprit d'équipe.



Décembre 2013 - **Présence remarquée du groupe Attijariwafa bank à la 17^{ème} conférence annuelle de l'ASEA**

Premier groupe bancaire et financier du Maghreb et de l'UEMOA, Attijariwafa bank était fortement représenté à la 17^{ème} conférence annuelle de l'Asea (African Securities Exchanges Association) qui se déroulait à Abidjan, du 02 au 04 décembre 2013, à travers ses filiales Attijari Asset Management ; SGI Africaine de Bourse ; la Banque des Marchés et d'Investissement et la Société Ivoirienne de Banque.

Placé sous le thème : « L'Afrique : Des promesses aux réalisations, le rôle clé des marchés de capitaux », cette édition a été propice aux réflexions sur le rôle des bourses africaines dans le financement de l'économie et sur leur mode de participation au développement du continent.

La participation du groupe AWB avait pour objectif de faire la promotion de ses activités et de ses fonds spécialisés afin de toucher d'une manière large et directe, les potentialités influentes de la région. Cette présence a permis aussi d'affirmer la volonté du Groupe de mettre son expertise à contribution dans une perspective de développement du marché régional.



2. ORGANISATION ET GOUVERNANCE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

A l'instar du groupe Attijariwafa bank, la Société Ivoirienne de Banque s'est pourvue de règles de bonne gouvernance appropriées. Le Conseil d'Administration est le garant de la gestion de la SIB dans l'intérêt social. Il lui revient de fixer le cap stratégique en s'appuyant sur deux comités pour statuer sur l'ensemble des domaines d'activité : Le Comité d'Audit et le Comité de Direction.

↗ **43**
NOMBRE D'AGENCES

↗ **13**
NOMBRE DE VILLES



Chiffres au 31 décembre 2013

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE
COMITÉ DE DIRECTION

20

22

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

	Fonction	Nombre de membres
Conseil d'Administration	Détermine les orientations de l'activité de la banque et veille à leur mise en oeuvre. Veille à la maîtrise des principaux risques encourus par la SIB et s'assure de la fiabilité du système de contrôle interne de la Banque, dans le respect des normes les plus élevées en matière de Responsabilité, d'Intégrité et de Conformité, à toutes les lois et réglementations applicables.	7 membres permanents
Comité d'Audit	Assiste le Conseil d'Administration dans le contrôle de l'intégrité des comptes et du respect par la SIB, des obligations légales et réglementaires. Examine le programme d'intervention des Commissaires aux Comptes et s'assure de l'efficacité du contrôle des risques et des services d'Audit Interne et Externe.	3 membres permanents
Comité de Direction	Se réunit plusieurs fois par an. Est le lieu d'échange et de réflexion sur la stratégie de la Société Ivoirienne de Banque. Assure sous la responsabilité du Directeur Général, la conduite opérationnelle des activités de la Banque.	14 membres permanents

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Attijariwafa bank représenté par :

M. Mohamed EL KETTANI (PDG Groupe AWB)

M. Boubker JAÏ (Administrateur)

M. Ismaïl DOURI (Administrateur)

M. Mounir OUDGHIRI (Administrateur)

L'État de Côte d'Ivoire représenté par :

M. Georges N'DIA COFFI (Président du Conseil d'Administration)

Mme KONÉ Epouse COULIBALY Minafou Fanta (Administrateur)

M. Coulibaly ALI (Administrateur)

COMITÉ D'AUDIT ET DES COMPTES

Membres

M. Boubker JAÏ

Mme KONÉ Epouse COULIBALY Minafou Fanta

M. Ismaïl DOURI

Fonction

Administrateur représentant Attijariwafa bank

Administrateur représentant l'État de Côte d'Ivoire

Administrateur représentant Attijariwafa bank



COMITÉ DE DIRECTION



1 - Daouda COULIBALY
Directeur Général

3 - Bibata SAWADOGO
Directeur Gestion Globale des Risques

5 - Jérôme AHUA
Directeur Grandes Entreprises

2 - Youssef LAMARI
Directeur Général Adjoint

4 - Rosemonde DIEI-YOA
Directeur des Ressources Humaines

6 - Bakary YEO
Directeur Entreprises



7 - Arsène KOUADIO-KOUADIO
Directeur des Activités de Marché

8 - Kadiatou SORO
Directeur des Affaires Juridiques

9 - Cheickam SANKON
Directeur des Projets de l'Organisation
et de la Qualité

10 - Claude YAPI
Directeur de l'Inspection Générale

11 - Guillaume KOUASSI
Directeur Financier

12 - Seydou KONE
Directeur des Supports

13 - Jean-Christophe KOUAKOU
Directeur de la Logistique
et des Achats

14 - Mariam CISSE ELLOGNE
Communication & Marketing
Stratégique

3. UN ENGAGEMENT DE PROXIMITÉ À L'ÉGARD DE L'ENSEMBLE DE LA CLIENTÈLE

La Société Ivoirienne de Banque déploie un modèle de banque universelle et développe une stratégie commerciale de proximité à l'endroit de l'ensemble de ses segments de clientèle. La SIB propose une offre diversifiée et se place au service de centaines de milliers de clients Particuliers, Professionnels et Entreprises de toutes tailles. L'accélération de la politique de croissance de la SIB se traduit par la poursuite de l'extension du réseau et l'enrichissement de l'offre produit. En 2013, le lancement de l'activité « Leasing », fruit d'une Synergie avec Wafabail, filiale du Groupe spécialisée dans le Crédit Bail et leader sur son marché au Maroc, a permis à la SIB d'améliorer son accompagnement auprès de la clientèle des Entreprises notamment les PME.

 **+ 35 000**
NOUVEAUX CLIENTS

 **+ 2**
NOUVELLES AGENCES



Chiffres au 31 décembre 2013

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

26

BANQUE DE DÉTAIL

28

BANQUE DE MARCHÉ DES CAPITAUX

30

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

FINANCEMENT DE PROJETS

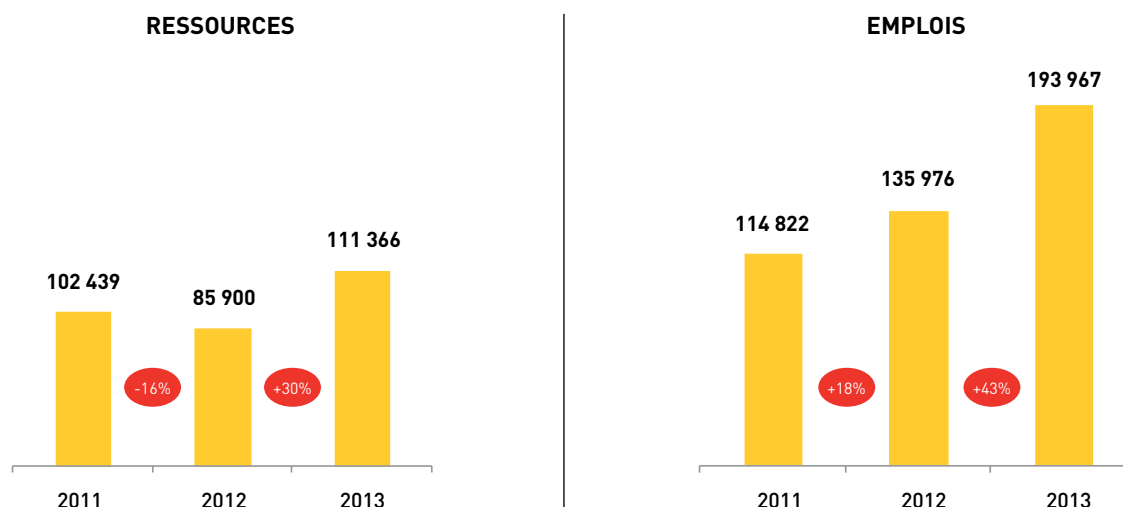
La Société Ivoirienne de Banque apporte son expertise dans l'ingénierie et le conseil, propose des services sur mesure à la clientèle des Grandes Entreprises pour leur besoin d'investissement et participe au financement des campagnes agricoles notamment la campagne Cacao.

En 2013, la SIB a réaffirmé sa volonté d'accompagner les Grandes Entreprises dans la réalisation de l'ensemble de leurs projets par le recrutement de nouveaux clients, gage de croissance de l'activité.

Cette dynamique de développement s'est traduite par une évolution à deux chiffres des indicateurs clés sur ce segment de marché.

Les Ressources connaissent une hausse de 30%, provenant essentiellement des dépôts de la clientèle. Au même titre que les Ressources, les Emplois progressent de 43%. Une embellie accentuée au dernier trimestre de l'exercice par le lancement de l'activité Café-Cacao début octobre.

Durant toute l'année 2013, la SIB a poursuivi une politique de proximité à l'endroit des Grandes Entreprises en termes de conseil, financement et de produit et service dédiés, renforcée par la mise à profit de synergies avec le Groupe Attijariwafa bank.



ACTIVITÉS DE MARCHÉ

En 2013, la SIB a poursuivi le développement des Activités de marché et a renforcé sa position sur ce marché grâce au plan de transformation ayant abouti à l'adoption d'une nouvelle organisation et à la création d'une salle de marché.

Les Activités de Marché ont connu une mue durant l'exercice 2013, s'inscrivant dans le cadre du vaste projet de transformation entamée par la Société Ivoirienne de Banque. Au plan organisationnel, la création de lignes de métiers spécialisées permet à la Société Ivoirienne de Banque d'être plus pro active et d'instaurer des relations de proximité avec toutes les parties prenantes. En parallèle, l'initiative de l'aménagement d'une salle de marché a permis à la SIB d'être en conformité avec les standards internationaux. Ces nouvelles dispositions confèrent à la banque une plus grande efficacité et une agressivité accrue dans la captation des opportunités d'affaires, en synergie avec les autres pôles de l'exploitation.

Les opérations d'envergure réalisées avec nos clients ou pour compte propre tant sur le marché des devises (exécution d'un transfert de plus de 100 millions d'Euro), que sur le marché monétaire (pilotage et intermédiation pour une prise ferme de 25 GXOF de Bons du Trésor), participent à l'amélioration des résultats 2013.

MIDDLE MARKET

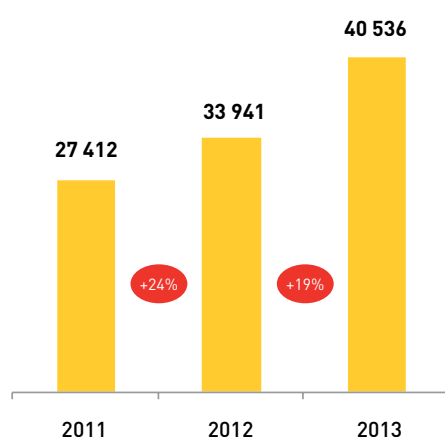
En 2013, la Société Ivoirienne de Banque a accéléré ses actions sur le Marché des PME. La SIB affiche au 31 décembre, une croissance à 2 chiffres des indicateurs Ressources collectées et Crédits distribués avec respectivement 19% et 12%.

La progression des Ressources, basée sur une démarche prospective s'accompagne d'un fort élargissement de la base clientèle avec la conquête de nouveaux clients, notamment dans les secteurs de la distribution pharmaceutique, des services et de la recherche agronomique.

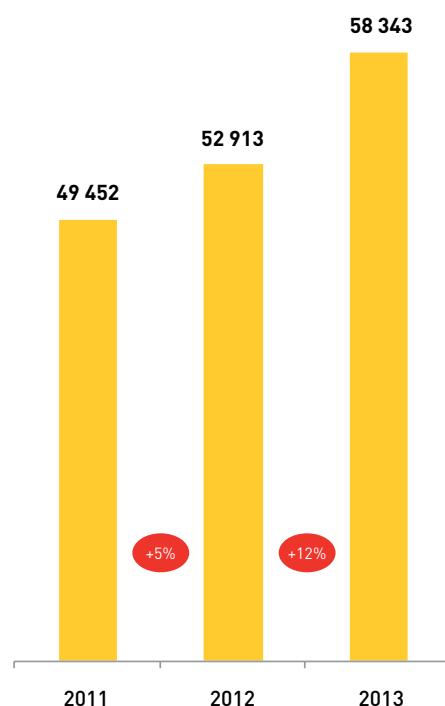
La hausse des Emplois s'est induite par un renforcement des financements des secteurs de l'agri-business, de la distribution et des bâtiments et travaux publics.

Soucieuse de mieux accompagner et soutenir ses clients dans le développement de leurs activités, la SIB a lancé en 2013 l'offre leasing, favorisant ainsi l'accroissement du potentiel de nombreuses Entreprises Clientes et en parallèle, le recrutement de nouveaux clients à la recherche de financements spécifiques.

RESSOURCES



EMPLOIS



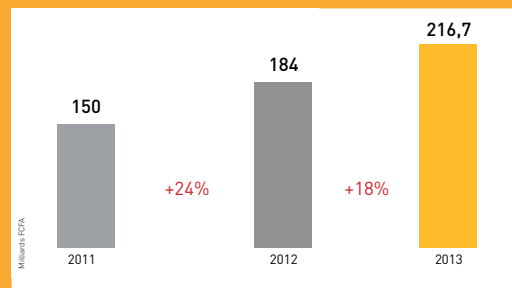
BANQUE DE DETAIL PARTICULIERS & PROFESSIONNELS

43
AGENCES

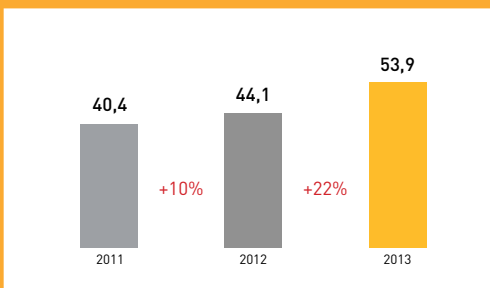
+28 000
NOUVEAUX
CLIENTS

En 2013, la Société Ivoirienne de Banque a recruté plus de 28 000 clients Particuliers et Professionnels. L'effort soutenu pour la bancarisation sur ce segment de marché s'est traduit par l'amélioration de la contribution de la Banque de Détail au résultat de la SIB en hausse de 18% et 22% respectivement en termes de Ressources et Emplois.

RESSOURCES COLLECTÉES



CRÉDITS DISTRIBUÉS



PARTICULIERS

UN CONSEIL DE FINANCEMENT ET LE BON TIMING À SAISIR AFIN DE S'ASSURER UNE RENTRÉE SCOLAIRE RÉUSSIE

La Société Ivoirienne de Banque reprend la parole en août 2013 avec une campagne dédiée à l'offre « Crédit Scolaire » visant traditionnellement à accompagner le client dans l'effort de scolarisation de ses enfants.

Cette offre propose un conseil de financement et le bon timing à saisir afin de s'assurer une rentrée scolaire réussie, valorisant ainsi la vocation de la SIB à répondre efficacement aux besoins de financement de ses clients.



POUR LA NOËL, VOS PROCHES MÉRITENT UN CADEAU QUI COMPTE

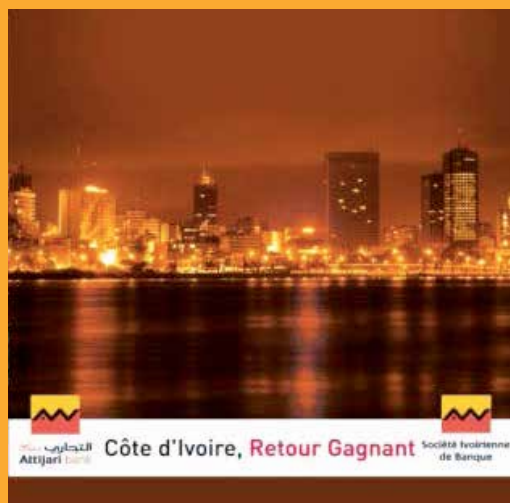
Tradition oblige, la Société Ivoirienne de Banque a relancé en 2013 et pour la deuxième année consécutive, son produit « Comptes de Noël » afin de permettre à ses clients d'offrir à leurs proches en l'occurrence enfants et adolescents, un compte bancaire. La mise en place de cette offre vise la fidélisation des clients et à terme, le rajeunissement de la base clientèle.



LIFTING CIBLÉ AU SERVICE DE L'INNOVATION PRODUIT

Le changement du système d'information au premier quadrimestre 2013, a occasionné le ralentissement des projets d'innovation produit. Pour autant, la SIB a poursuivi l'amélioration de son offre par un lifting ciblé et la mise en place d'offres packagées dans la cadre du développement de l'Immigrant Banking.

RETOUR GAGNANT



Dans le cadre du retour en Côte d'Ivoire de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Société Ivoirienne de Banque s'est positionnée comme référent bancaire offrant ses services aux collaborateurs de cette institution. Une offre ciblée et dédiée a été spécialement conçue avec des services adaptés et attrayants afin de répondre efficacement aux besoins de cette clientèle. Ainsi, plusieurs centaines de clients ont été recrutés et localisés dans une agence qui leur est désormais entièrement consacrée.

AVANTAGES ET RENTABILITÉ



L'offre « SIB Intérêt Plus » a été relancée en 2013 avec plusieurs valeurs ajoutées tant au plan créatif qu'en termes de repositionnement. Le lifting concourt à mettre en évidence les avantages et la forte rentabilité de « SIB Intérêt Plus », par rapport aux produits d'épargne similaires.

EXTENSION DU RÉSEAU : LA SIB POURSUIT LE MAILLAGE DU TERRITOIRE

En 2013, la SIB a poursuivi la diversification et l'enrichissement du réseau de distribution avec la création de 2 agences de province dans les villes de Ferkessedougou et d'Agnibilékro portant ainsi le nombre d'agences de 41 à 43.

PROFESSIONNELS

TRÈS PETITES ENTREPRISES (TPE) « PROFESSIONNELS, ARTISANS, COMMERÇANTS... »

La Société Ivoirienne de Banque contribue au développement des TPE en proposant des solutions appropriées en lien avec leurs attentes en matière de financement.

En 2013, la SIB a accru son accompagnement auprès de cette clientèle en lui apportant des solutions financières adaptées aux besoins immédiats en matière de trésorerie et d'investissement.



BANQUE DE MARCHÉ DES CAPITAUX

SGI AFRICAINE DE BOURSE



La Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) Africaine de Bourse est la filiale spécialisée de la Société Ivoirienne de Banque pour les activités sur les marchés de capitaux. Elle fournit à ses clients, des conseils essentiels et opportuns, principalement sur les services de Structuration, Placement, Conservation de titres et Courtage.

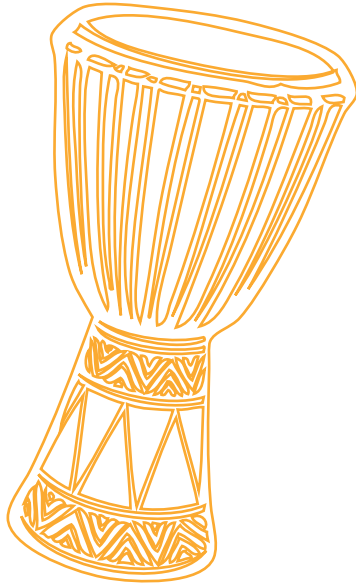
En 2013, la SGI Africaine de Bourse a été retenue comme Co-chef de file d'un des deux emprunts émis par l'Etat de Côte d'Ivoire (principal émetteur du marché financier régional de l'UMOA) et comme membre des syndicats de placement de plusieurs émissions par appel public à l'épargne, grâce aux bonnes performances réalisées en 2012 dans le cadre de ses activités de placement de titres. Confirmant cette confiance des émetteurs dans ses capacités de placement, la SGI a réalisé des placements d'un montant de plus de 41,7 GXOF, contre 36,9 GXOF en 2012. L'année 2013 a également été marquée par le bouclage des deux dernières tranches d'émission

de Bons des Etablissements Financiers, pilotées par la SGI Africaine de Bourse pour le compte d'un émetteur privé, pour un montant global de 14,5 GXOF. Au niveau des activités de conservation de valeurs mobilières, la SGI Africaine de Bourse a enregistré une progression de 57,43 % de la valeur des titres en conservation. Cette progression est due essentiellement à l'enregistrement des nouvelles souscriptions collectées sur le marché primaire, à la récupération de l'activité de conservation des titres des OPCVM gérés par la SGO Attijari Asset Management, ainsi qu'à la hausse des cours du marché des actions. Africaine de Bourse se classe désormais comme 1^{er} conservateur d'OPCVM grâce à l'entrée en activité de la SGO Attijari Asset Management en 2012. A contrario, la valeur des activités de courtage est en baisse. Elle passe de 6 MXOF à 2,4 MXOF. Cette baisse s'explique par l'absence de réalisation d'opération de blocs de titres au cours de l'année 2013.



2013

Rapport annuel



4. UN ENGAGEMENT SOCIAL FONDÉ SUR DES VALEURS ET DES PRINCIPES D'ACTION

La politique de Responsabilité Sociale de la Société Ivoirienne de Banque s'insère dans la droite ligne de la stratégie adoptée par le Groupe Attijariwafa bank et se traduit par des engagements au-delà des exigences réglementaires. La Déontologie, la Conformité, le Contrôle Permanent et la mise en valeur des collaborateurs, constituent le fondement de la constante évolution de la Société Ivoirienne de Banque.

 **570**
Collaborateurs

 **53 %**
De femmes



Chiffres au 31 décembre 2013

DÉONTOLOGIE ET CONFORMITÉ

34

CONTRÔLE PERMANENT

34

CAPITAL HUMAIN

35

DÉONTOLOGIE, CONFORMITÉ ET CONTRÔLE PERMANENT

DÉONTOLOGIE ET CONFORMITÉ



Le respect des lois et règlements, ainsi que des normes professionnelles et déontologiques constituent le socle d'une relation de confiance entre la banque et ses parties prenantes.

Renforcement de la fonction de Conformité au sein du dispositif de contrôle interne

L'environnement dans lequel évolue la SIB lui fait obligation de maîtriser un nombre croissant de techniques et de réglementations et à mettre en œuvre une politique de maîtrise des risques toujours plus rigoureuse. En effet, on observe au cours des dernières années :

- une diversification des métiers et activités au sein de la SIB du fait de rapprochements, de partenariats;
- un enrichissement de l'offre de produits proposés aux différentes catégories de clients ;
- une expansion géographique des implantations et des risques pris par la SIB;
- une multiplication des agents économiques avec lesquels la SIB est amenée à traiter, du fait par exemple de l'externalisation de tâches ;
- une intensification de la concurrence entre les établissements qui se traduit par un renforcement des contraintes de rentabilité.

Au total, ce sont autant de facteurs qui ont accru les risques que peut encourir la SIB dans des cadres légaux / réglementaires en évolution. Cette tendance implique une très grande vigilance sur la conformité de nos opérations et engagements.

Depuis quelques années, la plus grande fréquence des affaires imputables en partie à un non-respect ou à une maîtrise insuffisante de la législation ou de la réglementation, ainsi que les coûts externes financiers et de réputation de ces événements, ont engagé la SIB dans une démarche volontaire de mise en conformité permanente de son fonctionnement au regard des mutations réglementaires et légales.

CONTRÔLE PERMANENT

Un système de surveillance permanente

Dans un contexte de fortes exigences réglementaires, conjuguées à une volonté de renforcer et de pérenniser son dispositif de Contrôle Interne, la SIB a mis en place un système de surveillance permanente de son dispositif de Contrôle Interne.

La démarche est basée sur l'évaluation régulière des activités, des processus et des systèmes. Inspiré du modèle du Groupe, l'objectif de la démarche est d'assurer l'efficacité opérationnelle et la maîtrise des risques au sein de la banque par l'adoption de normes communes visant à réduire les disparités organisationnelles. Pour autant, le système de contrôle retenu par les organes de gouvernance de la banque présente la particularité d'afficher une indépendance totale vis-à-vis des métiers des contrôleurs internes dédiés.

L'organe central est chargé du pilotage et de l'animation du dispositif de surveillance permanente tout en conservant les liens hiérarchiques et fonctionnels. Il lui revient également la charge d'assurer la collecte et l'analyse des pertes opérationnelles au sens des recommandations de Bâle II.

Les actions issues de cette surveillance font l'objet d'un suivi régulier par les métiers de la banque, les comités de Contrôle Interne et d'Audit ainsi qu'à travers des reportings à destination du Contrôle Interne Groupe.

CAPITAL HUMAIN

En 2013, la politique de gestion des Ressources Humaines fut résolument axée sur la mise en oeuvre des projets structurants de transformation de la banque, notamment le projet de changement du système d'information. L'évolution des effectifs s'est poursuivie en harmonie avec le chantier de développement de la mobilité interne. Des formations visant à améliorer les capacités de management des collaborateurs en situation d'encadrement ont été initiées avec une communication interne au coeur de ce dispositif managérial.

RECRUTEMENT DE RESSOURCES JEUNES ET COMPÉTENTES DÉVELOPPEMENT DE LA MOBILITÉ INTERNE

En 2013, les recrutements se sont poursuivis avec 71 nouveaux collaborateurs dont 49 pour le réseau des particuliers. La SIB compte au 31 décembre 2013, 570 employés dont 300 femmes.

Avec l'extension accélérée du réseau débutée en 2010, la SIB a eu recours aux compétences externes sur environ 70% de ses recrutements. Cependant l'année 2013 a été marquée par la volonté de promouvoir davantage le capital humain par un recours accru à la mobilité interne et l'utilisation du recrutement externe essentiellement pour les profils d'entrée.

53 % de Femmes

UNE MARQUE D'ATTENTION RENOUVELÉE À L'ÉGARD DES FEMMES DE LA SIB

La SIB affiche une parité presque totale en faveur des femmes avec un effectif supérieur à celui des hommes. En effet, la banque compte au 31 décembre 2013, 53% de femmes matérialisant sa volonté de promouvoir la diversité. Ainsi, en guise de reconnaissance du rôle positif joué par les femmes de la SIB de par leur fidélité et leur stabilité au sein de l'entreprise, ont-elles été célébrées lors de la Journée Internationale de la Femme. Une marque d'attention renouvelée de la Direction Générale à leur égard, manifestée à travers la remise d'un cadeau et d'une carte de compliments adressés à chacune d'elles le 08 mars 2013.



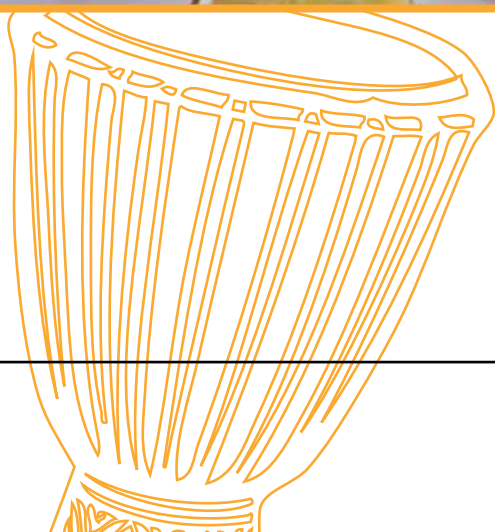
UNE FORMATION ORIENTÉE MANAGEMENT

L'année 2013 a été l'année de démarrage d'une série de formations visant à améliorer les capacités de management de l'ensemble des collaborateurs en situation d'encadrement. Des membres du Top management ont bénéficié d'une formation dénommée « Programme de management général », initié par la BCEAO en collaboration avec HEC Paris.

Ce processus de formation managériale s'est étendu au réseau. Une vingtaine de collaborateurs (Chefs d'Agences et Responsables Groupe Agence) ont été respectivement formés à la gestion d'une équipe et d'un point de vente et au management de groupe d'agence. En parallèle à ces formations stratégiques, plusieurs formations ordinaires ont été exécutées couvrant presque tous les métiers de la banque.

LA COMMUNICATION INTERNE AU COEUR DU MANAGEMENT

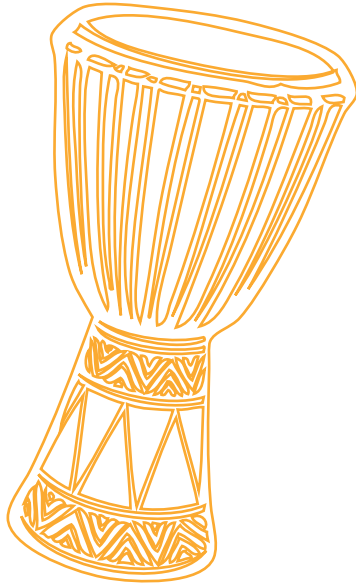
En 2013, plusieurs actions de Communication Interne d'envergure, favorables à l'adhésion à la vision managériale de la Direction Générale, ont été initiées dans la période du 18 septembre au 08 novembre 2013. Dans ce cadre et afin de renforcer l'Esprit d'équipe, une série de rencontres a été organisée avec une centaine de jeunes collaborateurs, autour de la stratégie et des perceptions que ces derniers ont de la SIB.





2013

Rapport annuel



RAPPORT DE GESTION



SOMMAIRE

p.40

ENVIRONNEMENT
ÉCONOMIQUE
ET BANCAIRE

p.42

ANALYSE DE
L'ACTIVITÉ ET
DES RÉSULTATS
DE LA SOCIÉTÉ
IVOIRIENNE DE
BANQUE

p.43

GESTION GLOBALE
DES RISQUES

p.45

TEXTES DES
RÉSOLUTIONS
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE
ORDINAIRE
ANNUELLE

p.47

COMPTES

RAPPORT DE GESTION

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET BANCAIRE

Environnement Économique

La conjoncture économique internationale a été marquée en 2013 par un raffermissement de la croissance dans les pays développés alors que la croissance dans les pays émergents a ralenti. Toutefois, les pays émergents continuent de représenter la majeure partie de la croissance mondiale.

Globalement, on a assisté à une reprise fragile de l'économie mondiale. Le Fonds Monétaire International (FMI) a révisé à la hausse la croissance en 2013 à 3,3% soit une hausse de 1 point de base par rapport à la prévision précédente. Cette hausse se justifie par une reprise de la croissance dans les pays avancés (1,4% en 2013 contre 1,2% en 2012) soutenue par une politique monétaire accommodante. Par ailleurs, la croissance dans les pays émergents et en développement a ralenti, passant de 5,1% en 2012 à 4,7% en 2013. Pour le FMI, les raisons de ce repli se situent au niveau des facteurs cycliques (évolution du commerce international) et structurels.

La croissance mondiale est contrastée dans les pays avancés et dans les pays émergents et en voie de développement. En effet, aux Etats-Unis, la croissance du PIB passe de 2,3% en 2012 à 2,2% en 2013 alors que dans la zone euro, elle est négative (-0,4% en 2013 contre -0,7% en 2012). La croissance des pays émergents et en développement a ralenti en 2013 par rapport à 2012 (Source : FMI) et reste contrastée dans les grands pays émergents. En effet, cette croissance s'est établie à 4,7% en 2013 contre 5% en 2012.

Le FMI prévoit une croissance de 3,3% en 2014 qui s'expliquerait par une baisse de l'activité suite aux tensions géopolitiques (Ukraine-Russie et le Moyen orient) et les résultats macroéconomiques moins bons que prévus dans des pays ou régions systématiquement importants.

Au niveau des produits pétroliers, les cours sont en baisse. Néanmoins il existe un risque haussier des cours du pétrole, étant donné la vaste série d'interruptions de l'offre et les tensions géopolitiques actuelles. Concernant celui de l'énergie, le fait que les USA soient les premiers producteurs de gaz de schiste, devrait aider à stabiliser les cours internationaux.

Au niveau du continent africain, la croissance économique a été inégale selon les pays. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont été favorisés par la hausse des cours des matières premières. La croissance en Afrique se situe à 4% et devrait progresser à 4,8% en 2014.

Selon les données de la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Afrique du Nord est passée d'une croissance de 0,3% en 2011 contre 9,4% en 2012. En revanche, la croissance ralentit pour se situer à environ 1,9% en 2013 ; due à l'impact de la croissance négative de la Lybie (-12,1%).

L'Afrique Subsaharienne affiche une croissance solide

en 2013. Cette croissance s'est établie à 5,1% en 2013 contre 4,4% en 2012, suite aux investissements de grande ampleur dans les infrastructures et le secteur minier. Les prévisions de 2014 sont de 5,1% stables par rapport à 2013. Plus précisément, au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la croissance s'est établie à 5,5% en 2013 contre 6,3% en 2012, malgré la crise malienne. Ce dynamisme économique résulterait du redressement de la production agricole et de la bonne tenue de l'activité minière. Pour 2014, la BCEAO prévoit une croissance 6,6% reflétant la consolidation de la croissance dans la plupart des économies.

Après avoir connu son niveau historique en avril 2011, l'inflation dans l'union reste à un niveau relativement faible. Le taux d'inflation dans l'UEMOA en glissement annuel, est passé de 4,9% en 2011 à 2,4% en 2012, avant de baisser à 1,5% en 2013. Cette orientation baissière de l'inflation résulte de la diminution des prix des carburants au 2^{ème} trimestre dans certains pays de l'Union, en phase avec le repli des cours mondiaux du pétrole brut et l'impact des mesures prises dans les pays pour contenir la hausse des prix des céréales locales et importées. Le marché financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été marqué en 2013 par une hausse des indicateurs en glissement annuel sur l'ensemble des compartiments du marché. En effet, l'indice BRVM 10 s'est apprécié de 28,79% pour se fixer à 246,34 points contre 191,27 points un an plus tôt, tandis que l'indice BRVM composite a augmenté de 33,85% à 232,2 points contre 173,34 points à la même période de l'année précédente. Le volume des transactions enregistré par la BRVM sur l'année 2013 a connu une hausse importante de + 60,49% pour 65 664 659 titres négociés contre 40 914 740 titres en 2012. En outre, la capitalisation boursière a poursuivi sa hausse de 39,01% en lien avec une augmentation de 41% sur le marché des actions.

L'année 2013 a été une année de confirmation du redémarrage de la Côte d'Ivoire entamé en 2012 après une année 2011 difficile. La situation politique s'est stabilisée avec la mise en place de l'ensemble des Institutions. La situation sécuritaire s'est fortement améliorée.

Le pays est en reconstruction avec plusieurs chantiers terminés (Autoroute du Nord) ou en cours (Autoroute Abidjan-Bassam, 3^{ème} Pont, Route de la Côte d'Ivoire, etc.), conformément au Programme d'Investissement Public (PIP) 2012-2015, d'une valeur de 4 169,2 GXOF. Les accords relatifs au CDD ont connu des concrétisations avec la Pharmacie de la Santé Public (PSP), la Plate-forme de Service de l'Emploi etc.

Au niveau des prix des principaux produits d'exportation, tels que le café, le cacao, le coton et le caoutchouc, on constate une évolution contrastée. En effet, les prix du cacao, du café et du coton ont une tendance haussière alors que les cours

du caoutchouc sont en baisse. Cette baisse peut être induite par une hausse de l'offre sur le marché mondial.

Au niveau financier, on constate la présence marquée de l'Etat sur le marché financier par le succès de ses émissions par appels de fonds à travers ses bons et emprunts obligataires, soit 863 milliards collectés en dépassement de 57 milliards par rapport à l'objectif fixé, ce qui témoigne de la confiance des opérateurs économiques en sa signature.

Ainsi, au regard de ces actions, le taux de croissance annuel du PIB, initialement projeté à + 8,1% par le FMI, s'établirait à 8,6%, enregistrant un bond de + 0,5%.

L'inflation s'établit à 0,4% au cours du T4-2013 contre 3% en 2012. Ce fort recul est consécutif à la stabilité retrouvée des coûts du logement et des coûts du transport; le premier résultant de la politique de construction de logements sociaux initiée par le Gouvernement et le second induit pour la stabilité des cours du pétrole à l'International. En somme, la stabilité des prix à la consommation devrait encourager la consommation des ménages.

Malgré l'amélioration sur le front de la consommation, les investisseurs sont restés attentistes comme le montre l'Indice de Conjoncture Sectorielle (ICS) au T4-2013 qui a enregistré un recul de 20bp. Cette apathie des investisseurs donne moins d'éclat aux efforts engagés par le Gouvernement en vue d'améliorer le climat des affaires. Toutefois, l'assouplissement des conditions de crédits, initié par la BCEAO, devrait attiser le besoin de renouveler les capacités de production après une phase marquée d'ajustement. Cette mesure soutiendrait l'accélération de l'investissement en 2014.

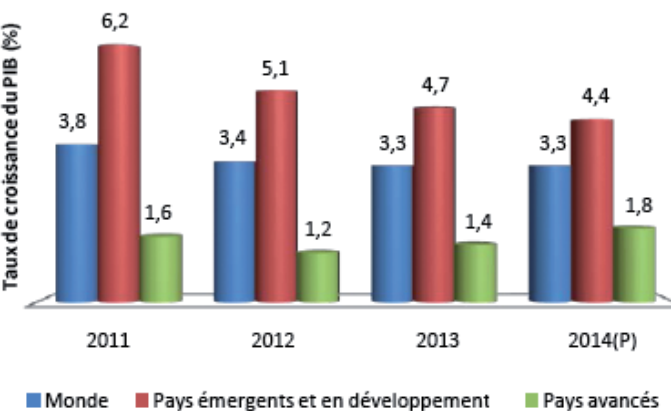
Environnement Bancaire

A fin décembre 2013, le système financier ivoirien comprenait vingt-cinq (25) établissements bancaires et (1) un établissement financier (Alios Finance). Le secteur est en pleine mutation. Afriland First Bank, 2^{ème} banque en Afrique Centrale s'implante en Côte d'Ivoire par l'acquisition d'Access Bank et Orabank par l'acquisition de la Banque Régionale de Solidarité (BRS). Aussi, faut-il ajouter l'arrivée de la Banque de l'Union Côte d'Ivoire qui a eu son agrément le 13 décembre 2013 et Standard Bank qui annonce l'ouverture d'un bureau à Abidjan en février 2014 (le plus important groupe bancaire africain par le Total Bilan et serait présent dans 19 pays africains).

A fin novembre 2013 (derniers chiffres publiés par l'APB), les Emplois et les Ressources progressent respectivement de 15% et de 8% par rapport à décembre 2012.

Selon la Commission Bancaire, le Total Bilan du système bancaire ivoirien a progressé de 17,3% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est due à une hausse des opérations sur titres et divers (30,5%) et des opérations avec la clientèle (22,9%). En effet, cette hausse du bilan se consolide grâce aux investissements d'exploitation. Cela s'explique par les immobilisations d'exploitation qui sont en hausse de 12,596 milliards de FCFA pour l'exercice 2012-2013 passant de 167,040 à 179,636 milliards de FCFA.

La qualité du portefeuille s'est nettement améliorée sur



la période 2011-2013. Le taux brut de dégradation du portefeuille est passé de 17,9% à fin décembre 2011 à 12,8% à la même date en 2013, s'expliquant par l'amélioration de la confiance des consommateurs et par la stabilité politique et sociale.

Dans un contexte marqué par une forte progression du coût du risque, le système bancaire ivoirien enregistre une amélioration de son résultat net de 186,3% en 2013 contre une baisse de -281,2% en 2012. Par ailleurs, le Produit Net Bancaire a progressé de 15,3% en 2013 contre 21% en 2012 se justifiant en particulier par les opérations avec la clientèle en hausse de 11,7%. Cette évolution peut s'expliquer également par la bonne tenue de l'ensemble des activités en particulier les opérations de change (62,4%), les opérations sur titres et divers (42,4%) et les opérations de hors-bilan (26,2%) à l'exception des autres produits d'exploitation bancaires (-93,5%). En outre, la croissance des frais généraux a continué de baisser passant de 12,5% à 8,1% en 2013. A contrario, ce résultat a été atténué par les fortes dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables de 132,145 milliards de FCFA en 2013 contre 105,763 milliards en 2012. Toutefois, les ratios se sont améliorés matérialisant ainsi la solidité du système financier ivoirien.

RAPPORT DE GESTION

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE BANQUE

L'année 2013 a été marquée par le changement du système d'information de la Société Ivoirienne de Banque.

Ce nouveau système (Amplitude) plus moderne et plus robuste, permettra à la banque d'offrir de nouveaux produits et services à sa clientèle. Il permettra également de réduire les risques opérationnels de la banque avec la mise à jour des schémas comptables et des procédures.

La banque a poursuivi son plan de transformation avec la mise en place d'une politique de risques en direction du marché des Particuliers et Professionnels. Celle en direction du marché des PME/PMI est en cours d'élaboration et devrait être validée début 2014.

Il a également été lancé l'élaboration d'un système de notation interne des clients.

La banque a entrepris la mise en place d'un partenariat avec la SFI pour une garantie de portefeuille à hauteur de 20 milliards de francs cfa en direction du marché des PME/PMI.

La banque a également achevé la construction de 2 nouvelles agences au 4^{ème} trimestre 2013.

Sur le plan Commercial, la banque a continué sur la dynamique des années précédentes. Globalement, elle a conservé son rang de 4^{ème} pour les crédits et a gagné un rang (6^{ème} au lieu 7^{ème}) en termes de dépôts. Elle a progressé par rapport à 2012 aussi bien en Emplois qu'en Ressources. Elle a procédé aussi au lancement de l'activité leasing au 4^{ème} trimestre 2013.

L'assainissement entrepris du portefeuille en 2012 s'est poursuivi en 2013. Les créances douteuses ont progressé de 10%. L'élaboration des politiques de risques, de la notation interne et la mise à jour des procédures permettront à la banque de réduire considérablement le montant des créances douteuses. Le taux de couverture des créances douteuses par les provisions, ressort autour de 90 % à fin décembre 2013.

AFFECTATION DES RESULTATS

	(en XOF)
Le RÉSULTAT SOCIAL au 31-12-2013 est de	10 521 811 862
<input type="checkbox"/> La dotation à la réserve spéciale 15 % (Article 27 de la loi bancaire) est de	1 578 271 779
<input type="checkbox"/> Le bénéfice de l'exercice distribuable est donc de (Résultat de l'exercice après déduction de la réserve spéciale) soit	8 943 540 083
Sur proposition du Conseil d'Administration, il est décidé :	
<input type="checkbox"/> d'affecter à la réserve facultative la somme de	2 821 040 083
<input type="checkbox"/> de distribuer aux Actionnaires sous forme de dividendes la somme de	6 122 500 000
Cette distribution correspond à un dividende de 6 122 xof bruts par action	

PERSPECTIVES 2014

Après une hausse de 9,8% de croissance en 2012 due à un effet de rattrapage suite à la crise postélectorale. La croissance devra s'établir à 9,1% en 2014 contre 8,8% en 2013 grâce à la poursuite des réformes sociales et à l'amélioration du climat des affaires. La bonne mobilisation des ressources internes et externes jouera aussi, de même que la stabilité sociale et politique.

Fort de ces prévisions de croissance, la Société Ivoirienne de Banque a établi un budget 2014 ambitieux, confirmant sa volonté d'accompagner les acteurs économiques et les autorités ivoiriennes dans leur ambition de développement en tant qu'acteurs de référence pour le financement de l'économie.

GESTION GLOBALE DES RISQUES

GESTION GLOBALE DES RISQUES

La démarche de la Société Ivoirienne de Banque (SIB) en termes de gestion globale des risques s'inscrit dans le cadre des règles définies au niveau des recommandations des autorités de tutelle et du Groupe AWB.

La Direction de La GESTION GLOBALE des RISQUES joue un rôle important dans la politique de gestion et de maîtrise des risques. Cette Direction, indépendante des métiers, rattachée au Directeur Général Adjoint, a une relation fonctionnelle avec la ligne Métier GESTION GLOBALE des RISQUES Groupe AWB. Elle a la responsabilité de rédiger et diffuser la politique des risques de la SIB, et de veiller à son respect de la part de toutes les parties prenantes dans la gestion du risque en favorisant la compréhension de la stratégie optimale pour conquérir les opportunités du marché dans les meilleures conditions possibles de tarification, de garanties et de coût du risque.

Rappelons que la politique des risques SIB s'appuie sur le principe de séparation entre les fonctions de développement commercial et les fonctions risques, qui consiste à pondérer les propositions commerciales par une vision risque neutre, basée sur des critères d'analyse technique, de notation interne, de comportement des comptes de la clientèle et d'études sectorielles.

Ainsi, l'organisation de la Filière Risque a été définie à partir des principes suivants :

- 1) Indépendance de la Gestion Globale des Risques (GGR), garantie par son positionnement ;
- 2) Pilotage par la GGR de l'expertise risques au sein de la SIB ;
- 3) Coopération étroite entre GGR et les responsables des filières commerciales particuliers et entreprises (DDCM, GE, PME) ;
- 4) Prise en compte des évolutions organisationnelles intervenues au sein de la SIB ;

5) Elargissement des missions de la GGR devenue l'entité centralisatrice des décisions d'octroi (autorisations formelles et autorisations ponctuelles) et de suivi des risques.

Cette indépendance et orientation de la GGR lui permet d'assurer une objectivité optimale dans l'examen des propositions de prise de risque et dans le contrôle.

La mission principale de la Direction de la Gestion Globale des Risques se situe à deux niveaux :

1) **En amont** : les fonctions Risque de Contrepartie ont pour mission de détecter et suivre les différents risques de crédit depuis leur origination par l'analyse des demandes émanant des commerciaux de la banque, par l'appréciation du volume d'activité de la relation et le fondement économique qui sous-tend les financements sollicités, ainsi que l'évaluation de la qualité des garanties.

2) **En aval** : les tâches se résument comme suit :

- le suivi quotidien des utilisations par rapport aux autorisations et prendre en cas de dépassement des mesures correctives ;
- la validation opérationnelle des opérations de dépassement accordée dans le système d'information ;
- le passage en revue régulier de l'ensemble des engagements dans l'optique de qualifier le portefeuille par famille de risque ;
- le suivi des grands risques et le repérage des créances présentant des signes de difficultés et des incidents de paiements à travers un comité mensuel des risques sensibles ;
- le provisionnement des créances en souffrance.
- la gestion des garanties reçues par la SIB et leur enregistrement dans le système d'information ;
- la conservation des documents physiques de garantie et des actes de crédits dans des armoires ignifugées dédiées à cet effet.

TEXTES DES RÉSOLUTIONS ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE

TEXTES DES RÉSOLUTIONS ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve le bilan et les états financiers de synthèse de l'exercice clos au 31 décembre 2013, qui se solde par un résultat bénéficiaire, après amortissements, provisions et prélèvement BIC, de 10 521 811 862 xof.

Cette Résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de répartir comme suit le Résultat de l'Exercice clos au 31 décembre 2013 :

	(en XOF)
Le RÉSULTAT SOCIAL au 31-12-2013 est de	10 521 811 862
<input type="checkbox"/> La dotation à la réserve spéciale 15 % (Article 27 de la loi bancaire) est de	1 578 271 779
<input type="checkbox"/> Le bénéfice de l'exercice distribuable est donc de (Résultat de l'exercice après déduction de la réserve spéciale) soit	8 943 540 083
Sur proposition du Conseil d'Administration, il est décidé :	
<input type="checkbox"/> d'affecter à la réserve facultative la somme de	2 821 040 083
<input type="checkbox"/> de distribuer aux Actionnaires sous forme de dividendes la somme de	6 122 500 000
Cette distribution correspond à un dividende de 6 122 xof bruts par action.	
Cette Résolution est adoptée à l'unanimité.	

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte des termes du rapport spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions intervenues dans le cadre des articles 438 et suivants, de l'acte uniforme OHADA et approuve lesdites conventions.

Cette Résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus à tous les Membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'Exercice clos au 31 décembre 2013.

Cette Résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de reconduire à QUATRE-VINGT-UN MILLIONS XOF (81.000.000 XOF), pour l'Exercice 2014, le montant brut de l'indemnité de fonction allouée aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités.

Cette Résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, conformément à l'article 26 des Statuts et aux articles 703 à 706 de l'acte uniforme OHADA, renouvelle, sous réserve de l'approbation de la Commission Bancaire de l'UMOA, pour une durée de TROIS ANS :

- en tant que CO-COMMISSAIRE aux COMPTES TITULAIRE :
 - Le Cabinet DELOITTE & TOUCHE** en la personne de **Monsieur Vincens Marc WABI**
Expert comptable diplômé inscrit au Tableau de l'Ordre.
- en tant que CO-COMMISSAIRE aux COMPTES SUPPLEANT du Cabinet DELOITTE & TOUCHE :
 - Le Cabinet EBUR FIDUCIAIRE** représenté par **Monsieur Olivier Brou KOUADIO**
Expert comptable diplômé inscrit au Tableau de l'Ordre.

Ces mandats viendront donc à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui statuera sur les comptes de l'Exercice clos le 31 décembre 2016.

Cette Résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du procès-verbal constatant ces délibérations, en vue de procéder à tous dépôts et publications qu'il appartiendra.

Cette Résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'Ordre du Jour, la Séance est levée à 10H30.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par tous les Membres du Bureau.

Le Président	Les Scrutateurs	Le Secrétaire
M. Léon Georges N'DIÀ COFFI	M. Boubker JAI Mme Fanta Minafou COULIBALY	M. Daouda COULIBALY
Les COMMISSAIRES aux COMPTES :		
<input type="checkbox"/> le Cabinet DELOITTE & TOUCHE, représenté par M. Fernand KRA <input type="checkbox"/> le Cabinet ERNST & YOUNG, représenté par M. Jean-François ALBRECHT		

COMPTES

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Ivoirienne de Banque, S.A. (SIB) tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- le respect de la réglementation prudentielle,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels de la Société Ivoirienne de Banque (SIB) sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation bancaire.

II.1. Vérifications des documents de l'Assemblée Générale Ordinaire

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque.

II.2. Vérifications spécifiques prévues par la réglementation bancaire

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques relatives au respect de la réglementation prudentielle.

Nous vous informons que les engagements sur le client MTN s'établissent à FCFA 30 milliards au 31 décembre 2013 représentant individuellement 107 % des fonds propres effectifs, le maximum réglementaire étant fixé à 75 % des fonds propres effectifs, soit FCFA 21 milliards.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de l'ordonnance n°2009-385 portant réglementation bancaire, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux actionnaires détenant chacun directement ou indirectement 10 % au moins des droits de vote, aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque ainsi que les entreprises privées dans lesquelles les personnes précitées exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social s'élèvent à FCFA 4.222 millions au 31 décembre 2013. Ces encours représentent 15,04% des fonds propres effectifs.

III. Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous avons procédé à l'évaluation du gouvernement d'entreprise, de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque.

Notre examen a mis en évidence des axes d'améliorations qui feront l'objet d'un rapport distinct adressé à la Direction de la Banque, conformément à l'article 8 de la circulaire n°004-2011/CB/C relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédits de l'UMOA.

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Côte d'Ivoire

Marc WABI
Associé

EY Côte d'Ivoire

Jean-François ALBRECHT
Associé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLÉMENTÉES

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées, sur les prêts et garanties relevant de l'article 45 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire et sur les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'Administration.

Exercice clos le 31 décembre 2013

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article 440 alinéa 2 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1.1 Convention de services entre ATTIJARI IT AFRICA et la SIB

Administrateur concerné : Attijariwafa bank

Nature et objet :

Contrat de prestation de service relatif à :

- l'hébergement des plateformes informatiques par la mise à disposition des salles, de la climatisation et de la puissance dans les Datacenter d'Attijariwafa bank. Il concerne le site principal de backup et comprend les activités d'hébergement sec (fourniture d'espace d'hébergement pour l'accueil des matériels dans un Data Centre, fourniture de puissance électrique ondulée et secourue, climatisation des locaux, équipements de sécurité et de sûreté) et les services de proximité ;
- la mise à disposition des plateformes de production et de backup (serveurs, Telecom/sécurité, Stockage, Sauvegarde) ;
- la maintenance éditeurs à travers la mise à disposition des applications SWIFT, LAB, CIA, ECM, messagerie ;
- l'exploitation et la supervision des applications (CIA, ECM, LAB, SWIFT) ;
- l'administration technique (instances système et applications CIA, ECM, LAB, SWIFT) ;
- la fourniture de service Desk et support technique / fonctionnel.

Modalités :

Les tarifs des services sont fixés pour une année donnée et sont révisés annuellement en janvier. Les factures sont adressées trimestriellement.

Les charges comptabilisées au titre de cette convention s'élèvent à FCFA 818 millions toutes taxes comprises pour l'exercice 2013.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

1.2 Convention d'assistance technique et de coopération d'ATTIJARI AFRICA

Administrateur concerné : Attijariwafa bank

Nature et objet :

Appui technique des structures opérationnelles et fonctionnelles, en particulier en matière de :

- assistance à la définition de la Stratégie globale de la Banque ;
- assistance technique et conseil dans le domaine de la banque commerciale, des opérations de change, des produits de trésorerie, du financement de projets, etc.
- conseil en matière de marchés financiers, y compris les instruments financiers innovants ;
- assistance technique en matière d'intermédiation et de gestion de fortune ;
- assistance au contrôle des engagements ;
- missions d'expertises, appréciation des engagements et leur contrôle, inspections et vérifications comptables ;
- stages du personnel ;
- détachement de personnel d'encadrement et d'assistance technique ;
- gestion et recrutement de personnel, notamment expatrié ;
- démarches commerciales, marketing et consultations ;
- enquêtes et renseignements commerciaux ;
- fournitures de documentation technique ;
- assistance en contentieux et questions juridiques ;
- conseil en organisation, procédures comptables et informatiques et contrôles internes ;
- conseil et assistance en contrôle budgétaire et contrôle de gestion ;
- conseil et assistance en matière de communication et publicité ;
- missions d'audit stratégique, financier et opérationnel
- représentation auprès des organismes nationaux et internationaux.

Modalités :

Les tarifs des services sont fixés pour une année donnée et sont révisés annuellement en janvier. Les factures d'assistance technique sont adressées trimestriellement.

Les charges comptabilisées au titre de cette convention s'élèvent à FCFA 446 millions toutes taxes comprises pour l'exercice 2013.

1.3 Convention de prêt interbancaire avec le Crédit du Sénégal

Administrateur commun : Attijariwafa bank

Nature et objet :

Prêt interbancaire au jour le jour d'un montant variable pouvant atteindre FCFA 6.000 millions en principal pour une période maximale de quarante-quatre (44) jours.

Le prêt est productif d'intérêt au taux variant de 2,75 % à 3 %. A la date du 31 décembre 2013, son encours est nul.

Les intérêts versés à la SIB par le Crédit du Sénégal au titre de cette convention pour l'exercice 2013 s'élèvent à FCFA 16 millions.

1.4 Convention de prêt interbancaire avec CBAO Sénégal

Administrateur commun : Attijariwafa bank

Nature et objet :

Prêt interbancaire d'un montant de FCFA 6.000 millions en principal pour une période de onze (11) jours.

Le prêt est productif d'intérêt au taux variant de 2,75 % à 2,8 %.

A la date du 31 décembre 2013, son encours est nul.

Les intérêts versés à la SIB par la CBAO au titre de cette convention pour l'exercice 2013 s'élèvent à FCFA 6 millions.

2. CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article 440 alinéa 6 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

2.1 Convention d'assistance technique à la SGI Africaine de Bourse

Administrateur commun : Monsieur Daouda COULIBALY

Nature et objet :

Convention d'assistance étendue à la SGI dans les domaines de l'exploitation, de la comptabilité et du contrôle de gestion, de l'audit interne, des moyens généraux, de l'informatique, de la documentation, de la gestion du personnel, commerciaux et de l'assistance juridique.

Modalités :

Les produits relatifs à ces prestations de la SIB se sont élevés à FCFA 4 millions toutes taxes comprises au cours de l'exercice 2013.

2.2 Convention d'assistance comptable à la Société Ivoirienne de Promotion et de Réalisations Immobilières, (SIPRIM)

Administrateur commun : Monsieur Daouda COULIBALY

Nature et objet :

Convention par laquelle SIPRIM donne à la SIB tous pouvoirs pour agir en son nom et pour son compte, pour l'exécution des services ou l'accomplissement des actes. SIPRIM reste néanmoins seule responsable de toutes les dettes et de tous les engagements qui pourraient résulter de cette gestion comptable.

Modalités :

Les produits facturés par la Société Ivoirienne de Banque au titre des prestations fournies à SIPRIM pour l'exercice 2013 se sont globalement élevés à FCFA 3 millions.

3. CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE 45 DE L'ORDONNANCE N°2009-385 DU 1ER DÉCEMBRE 2009

Conformément à l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 portant réglementation bancaire, nous devons vous rendre compte de tous les prêts consentis par la Banque à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social.

3.1 Prêts aux correspondants

En dehors des prêts présentés aux paragraphes 1.3 et 1.4, nous n'avons pas d'autres prêts à porter à votre attention.

3.2 Prêts aux autres parties liées

La SGI Africaine de bourse bénéficie d'une ligne de caution dont l'encours au 31 décembre 2013 se chiffre à FCFA 28,684 millions, pour un montant autorisé équivalent. Les intérêts perçus au cours de l'exercice 2013, au taux annuel de 0,5 % s'élevaient à FCFA 211.000.

3.3 Prêts consentis à la Direction Générale

La Direction Générale de la SIB bénéficie de plusieurs prêts d'une valeur globale de FCFA 115 millions dont l'encours au 31 décembre 2013 s'établit à FCFA 59.6 millions. Ces prêts sont rémunérés à des taux annuels variant entre 4 % et 4,5 %. Les intérêts de ces prêts comptabilisés au titre de l'exercice 2013 s'élevaient à FCFA 694.000 au 31 décembre 2013.

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Côte d'Ivoire

Marc WABI

EY Côte d'Ivoire

Jean-François ALBRECHT

COMPTES

BILAN AU 31 DECEMBRE 2013

Montants en FCFA

ACTIF	MONTANTS	PASSIF	MONTANTS Av.Répartition	MONTANTS Ap.Répartition
Caisse	21 478 276 215			
Créances Interbancaires	38 584 692 270	Dettes Interbancaires	37 924 701 799	37 924 701 799
* A vue	34 584 692 270	*A vue	17 841 302 589	17 841 302 589
- Banque Centrale	28 674 401 293	-Banque Centrale		
- Trésor Public ,CCP	730 175	-Trésor Public,CCP	333 478 518	333 478 518
- Autres Établissements de Crédit	5 909 560 802	-Autres Établissements de Crédit	17 507 824 071	17 507 824 071
* A terme	4 000 000 000	*A terme	20 083 399 210	20 083 399 210
Créances sur la Clientèle	308 582 146 785	Dettes à l'égard de la Clientèle	378 300 351 447	378 300 351 447
*Portefeuille d'Effets Commerciaux	15 114 459 617	*Comptes d'Épargne à vue	80 422 314 364	80 422 314 364
-Crédits de Campagne	0	*Comptes d'Épargne à terme	10 896 196 663	10 896 196 663
-Crédits Ordinaires	15 114 459 617	*Bons de Caisse	25 100 000	25 100 000
*Autres Concours à la Clientèle	219 478 980 479	*Autres dettes à vue	204 028 363 701	204 028 363 701
-Crédits de Campagne	16 285 724 003	*Autres dettes à terme	82 928 376 719	82 928 376 719
-Crédits Ordinaires	203 193 256 476			
*Comptes Ordinaires Débiteurs	73 988 706 689			
*Affacturage		Dettes représentées par un Titre	6 000 000 000	6 000 000 000
		Autres Passifs	8 020 984 765	14 143 484 765
Titres de placement	44 746 242 861	Comptes d'Ordre et Divers	6 740 090 572	6 740 090 572
Immobilisations Financières	23 287 221 016	Provisions pour risques et Charges	357 365 387	357 365 387
Crédit bail et opérations assimilés		Provisions réglementées	490 000 000	490 000 000
Immobilisations incorporelles	5 158 902 514	Emprunts et titres émis subordonnés		
Immobilisations corporelles	8 596 552 351	Subventions d'Investissement		
Actionnaires ou associés		Fonds pour Risques Banc.Généraux	500 000 000	500 000 000
Autres actifs	22 288 557 706	Capital	10 000 000 000	10 000 000 000
Comptes d'Ordre et Divers	7 027 513 917	Réserves	20 894 799 803	25 294 111 665
		Écarts de réévaluation		
		Report à nouveau (+/-)	0	
		Résultat en instance d'affectation (+/-)	0	
		Résultat de l'exercice (+/-)	10 521 811 862	0
TOTAL ACTIF	479 750 105 635	TOTAL PASSIF	479 750 105 635	479 750 105 635

Hors Bilan au 31 DECEMBRE 2013

Montants en FCFA

Engagements de Financement		Engagements de Financement	
*En faveur d'Établissements de Crédit	0	*Reçus d'Établissements de Crédit	
*En faveur de la Clientèle	9 145 363 699	*Reçus de la Clientèle	
Engagements de Garantie		Engagements de Garantie	
*En faveur d'Établissements de Crédit	583 397 041	*Reçus d'Établissements de Crédit	0
*En faveur de la Clientèle	51 170 068 097	*Reçus de la Clientèle	196 435 894 252
Engagements sur Titres		Engagements sur Titres	

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013
destiné à la publication

Montants en
millions de F CFA

CHARGES	MONTANTS	PRODUITS	MONTANTS
Intérêts et charges assimilés	8 058 891 157	Intérêts et Produits assimilés	23 681 564 090
*Sur dettes Interbancaires	461 407 528	*Sur dettes Interbancaires	79 278 837
*Sur dettes à l'égard de la Clientèle	7 590 942 907	*Sur Créances à l'égard de la Clientèle	23 582 355 736
*Sur dettes représentées par un Titre	6 540 722	*Sur Titres d'Investissement	
*Autres intérêts et charges assimilés		*Autres intérêts et produits assimilés	19 929 517
Charges sur Crédit-Bail et Opérations assimilés		Produits sur Crédit-Bail et Opérations assimilés	
Commissions	729 732 754	Commissions	13 578 087 146
Charges sur Opérations Financières	40 115 922	Produits sur Opérations Financières	4 164 532 570
*Titres de Placement		*Titres de Placement et d'investissement	3 112 341 711
*Opérations de change		*Dividendes et produits assimilés	73 359 000
*Opérations de Hors Bilan	40 115 922	*Opérations de change	610 354 147
		*Opérations de Hors Bilan	368 477 712
Charges diverses d'exploitation bancaire	689 876 015	Produits divers d'exploitation bancaire	2 002 738 020
Achats de marchandises	273 193 978	Marges commerciales	
Stocks vendus		Ventes de marchandises	
Variations de stocks de marchandises		Variations de stocks de marchandises	
Frais Généraux d'exploitation	16 854 855 813	Produits Généraux d'exploitation	3 449 892 655
*Frais de Personnel	8 605 432 998	Reprises d'Amortissements et Provisions sur immobilisations	
*Autres frais généraux	8 249 422 815	Solde en bénéfice des corrections de valeurs sur créances et du HB	296 733 393
Dotations aux Amortissements et Provisions sur immobilisations	1 469 798 723	Excédent des reprises/dotations du fonds pour risques bancaires gén.	
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du Hors Bilan	5 696 595 781	Produits exceptionnels	378 468 575
Excédent des dotations / reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	Profits sur exercices antérieurs	706 032 708
Charges exceptionnelles	384 668 390		
Pertes sur exercices antérieurs	832 953 462		
Impôt sur bénéfice	2 705 555 300		
Bénéfice de l'exercice	10 521 811 862		
TOTAL	48 258 049 157	TOTAL	48 258 049 157

CONTACTS

SIÈGE SOCIAL

Abidjan Plateau. 34, Boulevard de la République. Immeuble ALPHA 2000
01 B.P 1300 Abidjan 01
Tél. : +225 20 20 00 00
Fax : +225 20 20 01 19

www.sib.ci

INFORMATIONS FINANCIÈRES

DIRECTION FINANCIÈRE

M. Guillaume KOUASSI
Téléphone : +225 20 20 01 74
e-mail : guillaume.kouassi@sib.ci

COMMUNICATION ET MARKETING STRATÉGIQUE

Mme Mariam CISSE-ELLOGNE
Téléphone : +225 20 20 01 59
e-mail : mariam.cisse-ellogne@sib.ci